

front. Si les dépenses engagées pour faire la guerre, qui sont en soi un gaspillage, peuvent stimuler l'économie, quelle plus grande valeur pour notre société pourrait avoir une augmentation de la production des nécessités de la vie!

Pour bien voir les rapports entre le désarmement et le développement, il faut une attitude morale assez profonde pour comprendre toute la dignité spirituelle et humaine que chaque individu porte naturellement en soi et assez réceptive pour tenir compte de la crise mondiale complexe qui nous menace à ce moment-ci de l'histoire.

La session spéciale de l'Organisation des Nations Unies offre au monde une nouvelle chance d'assurer sa survie. Monsieur l'Orateur, le Canada pourrait apporter une contribution spéciale et particulière au succès de la session spéciale en convoquant tous les lauréats encore vivants des prix Nobel pour étendre le champ de discussion.

Nous pourrions aider à promouvoir une meilleure compréhension des rapports entre le désarmement et le développement en encourageant l'étude des problèmes que pose la conversion des industries de défense en industries civiles, en rattachant les politiques d'aide au développement aux politiques canadiennes sur le désarmement et en appuyant les efforts des organismes non-gouvernementaux et en travaillant plus étroitement avec les autres pays à la question du désarmement.

Monsieur l'Orateur, si nous voulons redonner au Canada un rôle important dans les affaires mondiales, il faudra que nous visions plus haut. L'internationalisme éclairé exige un minimum d'esprit de collaboration. Cela est facile à dire, mais difficile à réaliser. Par exemple, nous n'avons pas collaboré à assurer la sécurité de la collectivité mondiale en vendant des réacteur nucléaires qui augmentent le risque de prolifération horizontale et impose une technologie inappropriée à des pays en voie de développement. Le gouvernement ne crée pas non plus un véritable esprit de collaboration internationale formant un cartel de l'uranium qui a illégalement haussé le prix mondial de l'uranium. Nous pourrions faire bien davantage dans le sens de la collaboration avec les États-Unis, notre meilleur ami et notre meilleur client. En dernier lieu, nous pourrions créer un meilleur esprit de collaboration au Canada même en établissant clairement des priorités de paix et de justice mondiale.

L'hon. Martin O'Connell (Scarborough-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais féliciter tout d'abord mes collègues, le député de Louis-Hébert (M. Dawson) et le député de Malpègue (M. Wood), les comotionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône, de leurs observations réfléchies. Comme ils l'ont fait remarquer, les Canadiens sont arrivés à un moment décisif de leur brève histoire. Nous avons atteint un point où nous revenons aux débuts même de notre pays. Nous nous trouvons face à face, comme les pères de la confédération, avec les principes fondamentaux de la constitution, de la vie économique et surtout avec les questions les plus fondamentales pour nous, celles qui permettent à des citoyens libres francophones et anglophones de cohabiter dans le même pays.

Certains cherchent à améliorer les rouages de nos relations au moyen de modifications constitutionnelles; par exemple, en protégeant les droits linguistiques de la minorité officielle, tandis que d'autres veulent accélérer la croissance économique.

L'Adresse—M. O'Connell

● (1542)

Il existe en effet de nombreux mécanismes essentiels dans nos rapports qui se doivent d'être améliorés. Qu'on le fasse sans tarder. Pour sa part, le premier ministre a indiqué la voie de l'unité en proposant des changements fondamentaux ainsi que des projets précis dans les domaines économiques et constitutionnels.

[Français]

Mais il a toujours insisté sur le fait que la mécanique ne servirait à rien si les Canadiens partout au Canada ne s'attaquent pas aux racines du mal. La véritable racine du mal, ce n'est pas la Constitution, ce n'est pas la répartition des pouvoirs, ce n'est pas l'économie, c'est une affaire de dignité. La dignité de l'homme.

Quant à moi, je crois aussi que le mal dont nous sommes trop souvent atteints au Canada est la mesquinerie de l'esprit. Ce mal, ce manque de générosité d'esprit nous empêche de traiter nos compatriotes d'expression française sur un pied d'égalité ou de reconnaître en eux une collectivité digne de tout notre respect et de leur donner la place qui leur revient dans toutes les régions du pays et dans toutes les sphères d'activités de notre société. Le défi pour nous à ce moment critique de notre histoire est d'établir avec eux, partout au Canada et au sein même du Québec, des rapports fondés sur la dignité et le respect. Nous devons témoigner de la générosité d'esprit à laquelle le très honorable premier ministre (M. Trudeau) nous convie, et sans laquelle la mécanique ne servira à rien. Ce qui me rend optimiste pour un avenir meilleur, c'est que cette générosité d'esprit se manifeste chez un nombre toujours croissant de Canadiens, malgré les obstacles, malgré nos problèmes.

[Traduction]

Cependant, il ne suffira pas d'avoir l'esprit qu'il faut si on ne prend pas les mesures qui s'imposent. Le chef du Nouveau parti démocratique, par exemple, est en plein dans l'esprit du compromis. Il a toujours fait preuve d'un esprit de générosité en ce qui concerne l'unité canadienne. Mais ne fait-il pas fausse route dans son discours quand il suggère que le défi qui se pose aux Québécois, c'est de pouvoir vivre au Québec en tant que Québécois? Ils le font déjà avec confiance et vigueur. Le défi est plutôt de pouvoir vivre au Québec de même que dans les autres provinces en qualité de citoyens canadiens, égaux, reçus et acceptés comme tels, qu'ils soient au Québec, en Ontario, en Colombie-Britannique ou ailleurs. L'égalité chacun chez soi n'est pas ce qui nous intéresse. Cela ne peut nous intéresser. C'est l'égalité tous ensemble que nous voulons.

J'exhorterais le chef du Nouveau parti démocratique dont le dévouement est sans reproche, à accorder une plus grande attention qu'il ne paraît le faire aux modifications constitutionnelles fondamentales et aux droits linguistiques des minorités dans tout le pays—il en tient compte; c'est une question de proportion—chaque fois qu'il met l'accent, et c'est légitime, sur les questions économiques.

En toute déférence, j'oserais dire qu'il a manqué de perspective en s'en prenant à l'idée que se fait le premier ministre (M. Trudeau) du nationalisme quand il a prétendu que ce dernier le considérait toujours comme une force sociale régressive, oppressive. En toute déférence, je crois qu'il se trompe à cet égard. D'après moi, et je pense que les membres du parti libéral le comprennent également, le premier ministre ne refuse pas de croire que le nationalisme puisse être une force